

**ASSOCIATION MICHEL**

**Association**

**3, rue de Furnes  
59140 DUNKERQUE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

Aux membres de l'Assemblée Générale de l'Association **ASSOCIATION MICHEL**,

**I - OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **ASSOCIATION MICHEL** relatifs à l'exercice clos le **31 DECEMBRE 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.



## **II - FONDEMENT DE L'OPINION**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **III - JUSTIFICATIONS DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **IV - VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.



## **V - RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## **VI – RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**St Nicolas lez Arras**  
**Le 26 mai 2025**

Pour la SEC **LAURENT BAUDOUIN & ASSOCIES,**

**Laurent BAUDOUIN,**  
**Commissaire aux Comptes.**

ASSOCIATION MICHEL

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	8 175	8 175		
		Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit					
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup>					
	Immobilisations incorporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL		8 175	8 175		
	Immobilisations corporelles	Terrains	112 500	169 022	112 500	112 500
		Constructions	262 500		93 477	102 227
		Inst.techniques, mat.out.industriels	310 422		93 627	101 884
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL		685 422	385 816	299 605	316 611	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières <sup>(2)</sup>	Participations et créances rattachées	88 968		88 968	87 230	
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
Autres						
TOTAL		88 968		88 968	87 230	
	Total I	782 565	393 991	388 574	403 841	
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances <sup>(3)</sup>	Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 246		4 246	86 476
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres				
	TOTAL		4 246		4 246	86 476
	Divers	Valeurs mobilières de placement	269 999		269 999	269 999
		Instruments de trésorerie				
Disponibilités		450 967	450 967		358 357	
Charges constatées d'avance <sup>(4)</sup>		4 596	4 596		3 263	
	Total II	729 810		729 810	718 097	
	Frais d'émission des emprunts III					
	Primes de remboursement des emprunts IV					
	Ecart de conversion Actif V					
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	1 512 376	393 991	1 118 384	1 121 938	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires	6 642	6 642
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	705 134	610 201
	Report à nouveau	69 643	67 470
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	47 614	97 105
	Situation nette (sous-total)	829 034	781 420
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	11 746	10 543
	Provisions réglementées		
Total I		840 781	791 964
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	130 268	225 880
Total II		130 268	225 880
Provisions	Provisions pour risques	1 233	1 233
	Provisions pour charges		
Total III		1 233	1 233
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>		
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 233	13 784
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	71 420	77 598
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	62 447	10 477
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		1 000
Total IV		146 102	102 860
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		1 118 384	1 121 938
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	25	
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	961 225	939 459
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	4 100	
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	5 524	4 289
	Utilisations des fonds dédiés	124 084	33 930
	Autres produits		0
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	1 094 959	977 679
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	162 860	154 236
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	37 282	40 742
	Salaires et traitements	420 445	409 131
	Charges sociales	157 875	153 027
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	25 663	28 724
	Dotations aux provisions		1 233
	Reports en fonds dédiés	28 472	100 279
	Autres charges	233 336	
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	1 065 936	887 376
	1. Résultat d'exploitation (I-II)	29 023	90 303

ASSOCIATION MICHEL

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	9 952	4 406
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	9 952	4 406
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		9 952	4 406
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		38 976	94 709
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	10 128 2 637	2 561
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	12 765	2 561
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	3 865	35
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	3 865	35
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		8 900	2 525
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		262	130
Total des produits (I + III + V)		1 117 677	984 647
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 070 063	887 541
EXCÉDENT OU DÉFICIT		47 614	97 105
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			



## 1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'association développe son action en étroite liaison avec ses adhérents et ses partenaires publics ou privés, en vue de répondre d'une manière plus efficace aux buts qu'elle s'est proposée : aide aux toxicomanes, aux usagers de produits psychoactifs et à leurs familles.

L'association est composée de deux structures : le CSAPA et le CAARUD.

### **CSAPA :**

Le Centre de Soins d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) « ESQUISSE » est composé d'éducateurs, infirmiers, psychologue et médecin.

Son but est d'accueillir, informer, orienter toute personne en questionnement sur la thématique des addictions, ce qui comprend la personne active dans les consommations mais également sa famille, ses amis, ses proches.

L'accueil est anonyme et gratuit. Des entretiens individuels sont proposés afin de comprendre où en est la personne dans ses comportements, situer sa (ou ses) demande(s) et avancer à son rythme dans son (ou ses) projet(s) de soins.

Les missions du CSAPA sont les suivantes :

- L'accueil, l'information, l'évaluation médicale, psychologique et sociale et l'orientation de la personne concernée ou de son entourage
- La réduction des risques liés à la consommation ou au comportement en cause
- La prise en charge médicale (dans le cadre de la prescription des traitements de substitutions aux opiacés) et psychologique (soutien, psychothérapie individuelle ou familiale)
- La prise en charge sociale et éducative, qui comprend l'accès aux droits sociaux et l'aide à l'insertion ou à la réinsertion (post-cure, orientation pour le retour à l'emploi)
- Obligation de soins

### **CAARUD :**

« Médiane » est un Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques chez les Usagers de Drogues (C.A.A.R.U.D.).

Médiane accueille des personnes qui ne sont pas ou pas encore engagées dans une démarche de soin. Les modes de consommation ou les produits consommés peuvent augmenter considérablement l'exposition des personnes concernées à des risques majeurs tels que les infections (hépatite C, B et V.I.H). Une attention particulière est portée aux usagers les plus marginalisés.

Il s'agit donc d'un accueil de jour ayant pour mission la Réduction Des Risques sanitaires et psychosociaux.

Les missions du CAARUD sont les suivantes :

- Accueil, écoute, soutien, information, orientation et prévention
- Mise à disposition de matériel stérile à usage unique en fonction des modes de consommation (matériel d'injection, kits sniff, pipes à crack, feuilles d'aluminium..., etc)
- Soins infirmiers et suivi sanitaire
- Dépistage (par le biais du TROD par exemple)
- Récupération du matériel souillé, ramassage de seringues lors des maraudes


- Formation au ramassage de seringues pour les partenaires
- Programme d'Echange de Seringues (P.E.S) en officine
- Accompagnement socioéducatif
- Maraudes en Flandre maritime et intérieure
- Permanence Chemsex



## 2 Principes et méthodes comptables

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.



### **3 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat**

#### **3.1 Actif immobilisé**

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

*[Signature]*

### 3.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	8 175	-	-	-	8 175
Immobilisations corporelles	Terrains	112 500	-	-	-	112 500
	Constructions	262 500	-	-	-	262 500
	Install. Tech., mat., outillage	12 042	-	549	-	11 493
	Install. générales, ag. Am. divers	214 012	4 818	-	-	218 830
	Matériel de transport	44 664	-	-	-	44 664
	Mat bur., informatique, mobilier	31 595	3 840	-	-	35 435
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	677 313	8 658	549	-	685 422
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	87 230	1 739	-	-	88 969
	Prêts et autres immo. financières	-	-	-	-	-
	Total IV	87 230	1 739	-	-	88 969
Total général		772 718	10 397	549	-	782 566

### 3.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	8 175	-	-	8 175
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	160 273	8 749	-	169 022
	Install. Tech., mat., outillage	11 955	87	549	11 493
	Install. générales, ag. Am. divers	121 983	10 345	-	132 328
	Matériel de transport	42 187	2 477	-	44 664
	Mat bur., informatique, mobilier	24 304	4 005	-	28 309
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	360 702	25 663	549	385 816
Total général		368 877	25 663	549	393 992



### 3.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	8 175	-	-	-	-	8 175
Corporelles	360 702	25 663	-	549	-	385 816
<b>TOTAL</b>	<b>368 877</b>	<b>25 663</b>	<b>-</b>	<b>549</b>	<b>393 992</b>	<b>393 992</b>

#### Méthode d'amortissement

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels et progiciels	Linéaire	1 an
Constructions	Linéaire	30 ans
Installations techniques	Linéaire	10 à 30 ans
Matériel et outillage industriels	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 à 10 ans



## 3.2 Fonds associatifs

La présentation des fonds associatifs dans le bilan avant répartition est normée dans le règlement CRC 99-01.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit ». L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit. Chap I.1, règlement n°1999-01)

Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

Les subventions d'investissements affectées à un bien renouvelable par l'association ou la fondation sont maintenues au passif dans les fonds associatifs avec ou sans droit de reprise (§6 du règlement n°1999-01).

### 3.2.1 Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)

L'apport sans droit de reprise implique la mise à disposition définitive d'un bien. Pour être inscrit en fonds associatifs, cet apport doit correspondre à un bien durable utilisé pour les besoins de l'association. Dans le cas contraire, il est inscrit en résultat.

Libellés	Solde début	Augmentation	Diminution	Solde fin
Fonds associatifs sans droit de reprise	6 642			6 642
Écarts de réévaluation				
Réserves	610 201	94 933		705 134



### 3.2.2 Autres fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs avec droit de reprise				
Apports				
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés (avec charges)				
Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
Écarts de réévaluation				
Subventions d'investissements sur biens non renouvelables (par l'organisme)	76 409	3 840	19 740	60 509
Provisions réglementées				
Droit des propriétaires (commodat)				

### 3.2.3 Report à nouveau et résultats sous contrôle des tiers financeurs

Avant répartition du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités propres de l'association (acquis à l'organisme : Fonds Propres)		69 643
Résultats affectés des activités sous contrôle de tiers financeurs destinés :		
- À l'exercice		
- Aux exercices ultérieurs		
Résultats non affectés des activités sous contrôle de tiers financeurs		
<b>Solde</b>		<b>69 643</b>

### 3.3 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

#### 3.3.1 Provisions

##### 3.3.1.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	TOTAL
Indemnités de départ en retraite		49 683	49 683
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé à 64 ans
- Taux d'actualisation financière annuel de 3.40 %.
- Taux d'augmentation annuel des salaires de 3 %.
- Taux de charges patronales moyen pour les cadres de 44 %.
- Taux de charges patronales pour les non cadres de 30 %.



### 3.3.2 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs

<b>CSAPA</b>		<b>67 353.75 €</b>
	Crédit ponct 2012 vac psychiatre	8 500,00 €
	Crédit ponct 2012 formation EQP	4 956,89 €
	Solde Evaluations externes DGF 2021	7 695,00 €
	Solde Formation DGF 2021	8 851,89 €
	Solde Naloxone – DGF 2022	353,86 €
	Renouvellement parc informatique	7 284,84 €
	QVT – DGF 2023	1 141.68 €
	EAP – Médecins – DGF 2023	302,59 €
	Buvidal – DGF 2023	21 600,00 €
	Renforcement CJC	6 667 €
<b>CAARUD</b>		<b>62 914.43 €</b>
	Mesures ponctuelles 2012 formations	4 724,69 €
	Vaccinations hépatites B	1 792,00 €
	Naloxone DGF 2020	4 531.53 €
	Naloxone DGF 2021	7 289,35 €
	Evaluations externes DGF 2021	9 000,00 €
	Solde Formations DGF 2021	7 207,09 €
	Solde Naloxone DGF 2022	6 026,61 €
	QVT – DGF 2023	537.70 €
	Achat véhicule – DGF 2024	21 805.26 €
	<b>Total :</b>	<b>130 268.18 €</b>

### 3.4 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	-		
	Autres	4 246	4 246	
Charges constatées d'avance		4 596	4 596	
<b>TOTAL</b>		<b>8 842</b>	<b>8 842</b>	

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		12 233	12 233		
Dettes fiscales et sociales		71 420	71 420		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		62 447	62 447		
Produits constatés d'avance		-			
<b>TOTAL</b>		<b>146 102</b>	<b>146 102</b>		



### 3.5 Compte de résultat

#### 3.5.1 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1	CAC 2
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	4 934	
Au titre d'autres prestations		
<b>Honoraires totaux</b>	<b>4 934</b>	



## 4 Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants

### 4.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif », le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 121 508 € en 2024.

### 4.2 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	3	
Agents de maîtrise et Techniciens		
Employés	9	
Ouvriers		

*[Signature]*